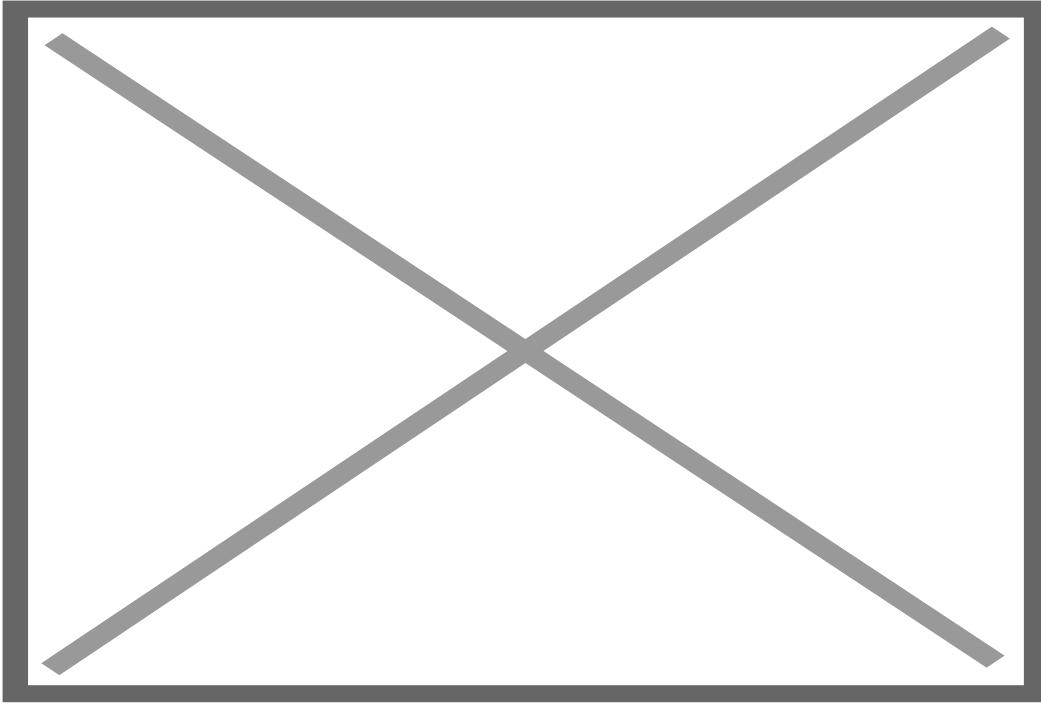

Les entretiens sur la Palestine tournent court (Nâ??avons-nous pas lu cela d'Ã©jÃ©?)

Description



Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu (Reuters/Gali Tibbon/Pool)

Bob Dreyfuss â?? The Nation â?? 2 avril 2014

Reprocher aux Palestiniens lâ??Ã©chec Ã©vident des infortunÃ©es navettes diplomatiques du secrÃ©taire d'Ã©tat John Kerry, ce serait comme reprocher Ã sa victime lâ??agression d'un criminel. La diplomatie de Kerry a toujours Ã©tÃ© aventureuse, et s'il n'a jamais Ã©tÃ© Ã©vident qu'on puisse arriver Ã un accord, ce n'est pas parce que le problÃ©me est trop intraitable, mais parce que le gouvernement d'IsraÃ©l est trop ultraconservateur et trop inÃ©branlable sur son droit â?? que Dieu lui aurait donnÃ© â?? Ã la « JudÃ©e Samarie ».

Le seul espoir d'un accord, si espoir il y avait, aurait pu venir de Kerry s'il avait annoncÃ© son propre plan. Il a Ã©tÃ© dit pendant quelques temps que Kerry avait un plan de rechange, qu'il Ã©tait sur le point de lâ??annoncer, en traÃ§ant le cadre d'un accord israÃ©lo-palestinien, selon lâ??optique amÃ©ricaine. OÃ¹ est le plan ? Jusqu'Ã prÃ©sent, nous ne lâ??avons pas vu. Maintenant que les nÃ©gociations sont en train de chanceler, ce pourrait bien Ãªtre le moment pour

Kerry de montrer ses cartes.

Le *Washington Post* titre : « L'Administration Obama s'active pour sauver du naufrage les négociations de paix au Moyen-Orient ». Dans le *New York Times*, on lit « Les Palestiniens défient les États-Unis et Israël, laissant les entretiens pour la paix en avril ». Ce qui a provoqué tout ce cafouillage, c'est simplement que les Palestiniens ont adressé quinze lettres à des organismes des Nations-Unies leur demandant, comme c'est leur droit, d'être reconnus comme membre de ces organismes mais, dans un geste vers Israël, pas à la Cour pénale internationale sous la juridiction de laquelle ils pourraient demander la condamnation d'Israël pour crimes de guerre. Jusqu'à maintenant, les Palestiniens avaient repoussé leur demande d'adhésion à ces organismes de l'ONU, dans une démarche surtout symbolique, afin de ne pas énerver les Israéliens. Mais après des mois de négociations qui ont semblé ne conduire nulle part, le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et ses alliés en ont eu apparemment assez.

Le déclencheur premier de l'action palestinienne a été le refus d'Israël de libérer le quatrième groupe de prisonniers palestiniens des géolocalisations israéliennes, comme stipulé dans l'accord intermédiaire de 2013. Le Premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu a reculé, et il apparaît que Kerry était prêt à aller jusqu'à proposer la libération de Jonathan Pollard, reconnu coupable d'espionnage pour le compte d'Israël, afin d'inciter Israël à coopérer. Quasiment tous ceux qui ont analysé cette idée ont conclu que c'était une très mauvaise idée, que de toute façon Pollard n'avait rien avoir avec le conflit israélo-palestinien et que ce n'était qu'une façon bizarre de graisser la patte à Netanyahu.

Mais de se rabattre sur le dernier groupe de prisonniers palestiniens n'est qu'un écran de fumée pour cacher le fait qu'Israël n'a manifesté aucune intention de bouger quant à l'accès des Palestiniens à un État viable dans le territoire occupé par les forces israéliennes en 1967, ce qui bien sûr signifierait un retour aux frontières de 1967, obligerait les colons juifs à partir et donnerait l'accès aux Palestiniens à une partie de Jérusalem pour en faire leur capitale. Kerry, semble-t-il, a essayé de persuader Israël d'accepter une telle formule, qui en partie impliquerait de travailler sur des arrangements pour que des troupes US prennent position le long du fleuve Jourdain, sur ce qui serait donc la frontière est d'un État palestinien, et ce, afin d'apaiser les préoccupations sécuritaires israéliennes. Beaucoup de détails avaient été réglés, notamment le temps que les colonies pourraient se maintenir, le temps que les forces israéliennes et internationales pourraient rester dans ce qui est actuellement la Cisjordanie occupée, et d'autres encore. Et Kerry avait apparemment pris les premières mesures pour amasser des milliards de dollars de sources internationales à des fonds destinés au développement économique palestinien, à la réinstallation des réfugiés palestiniens, au déplacement des colons juifs et même à l'indemnisation d'Israël pour le coût de l'accueil des réfugiés juifs venus des pays du Moyen-Orient au cours des dernières décennies.

Si Kerry dévoilait son plan maintenant, soit, (a), il révélerait qu'il penchait à ce point vers Israël que c'était sans espoir depuis le début, soit, (b), il mettrait Israël sous forte pression pour qu'il accepte un plan équilibré avec le plein soutien des États-Unis. Dans la longue histoire du conflit Israël-Palestine, les États-Unis n'ont jamais annoncé un plan qui soit le leur propre, ni déclaré leurs propres idées sur ce à quoi pourrait bien ressembler un accord. Au lieu

de cela, PrÃ©sident aprÃ©s PrÃ©sident, les Ãtats-Unis ont toujours dit que cela Â« *incombait aux deux parties* Â». Mais avec IsraÃ©l qui a quasiment toutes les cartes en main, cela signifie que tout accord privilÃ©gierait considÃ©rablement le point de vue israÃ©lien. Hier, c'Ã©tait un Kerry frustrÃ© qui a jetÃ© l'Ã©ponge, qui a annulÃ© un voyage prÃ©vu au Moyen-Orient et qui a dÃ©clarÃ©, Â« *Finalement, cela incombe aux parties* Â».

IsraÃ©l a posÃ© toute une sÃ©rie de barrages tout au long de la route, notamment, le plus rÃ©cent, cette nouvelle exigence que les Palestiniens acceptent IsraÃ©l Â« *en tant qu'Ã©tat juif* Â», quel qu'en soit le sens. Du point de vue d'IsraÃ©l, cela semble signifier que les Palestiniens qui vivent actuellement Ã©galement en IsraÃ©l devront rester des citoyens de seconde classe. Au XXIe siÃ©cle, quel Ã©tat aurait le toupet de dÃ©clarer (et de confirmer) qu'il a Ã©tÃ© conÃ§u exclusivement pour une ethnie ou une religion particuliÃ©re ? Eh bien, en dehors de divers pays ultra-islamiques, notamment, pour beaucoup, dans le but de calmer les extrémistes musulmans au sein de leurs frontiÃ©res, IsraÃ©l est le seul. TrÃ©s bien si c'Ã©tait leur choix, mais pourquoi exigent-ils que les Palestiniens le ratifient avant un accord ?

Source:

[The Nation : http://www.thenation.com/blog/179134/palestine-talks-break-down-havent-we-seen-headline](http://www.thenation.com/blog/179134/palestine-talks-break-down-havent-we-seen-headline)

Traduction : JPP pour l'Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©ation
2014/04/04